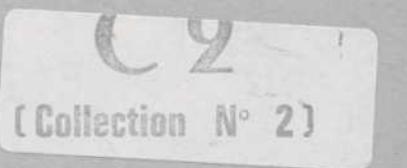


P FRA  
**SUPPLÉMENT 1110 ST**  
AU NUMÉRO 2/1980



# tendances de la conjoncture

---

NOTE DE SYNTHESE

---

REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE • INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE  
ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES •

## SITUATION & PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

EN FÉVRIER 1980

---

insee

Les graphiques TENDANCES DE LA CONJONCTURE paraissent chaque mois après mise à jour de 300 séries conjoncturelles. La revue comporte en cours d'année plusieurs suppléments : les notes de synthèse (Situation et perspectives de l'économie française) établies par le Service de la Conjoncture de l'INSEE  
ABONNEMENT 1 an, 11 numéros et suppléments : France : 270 F étranger : 310 F CCP Paris 9064.64T  
Directeur de la publication : M. Edmond MALINVAUD, Directeur Général de l'INSEE.

# tendances

## de la conjoncture

supplément au n° 2 — 1980

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE \* INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE  
ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES \* Directeur Général : M. Edmond MALINVAUD  
• Direction Générale : 18, Bd. Adolphe Pinard, 75675 PARIS CEDEX 14.  
• Bureau d'information du public : tél. : 345-70-75. (indices courants) et 345-72-31

---

### SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE EN FÉVRIER 1980

## SOMMAIRE

Avertissement  
Introduction

- I — L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- II — LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS
- III — LA DEMANDE ET LA PRODUCTION
- IV — LA SITUATION FINANCIERE DES ENTREPRISES
- V — LES PRIX
- VI — L'EMPLOI
- CONCLUSION

---

*Les graphiques TENDANCES DE LA CONJONCTURE paraissent chaque mois après mise à jour de 300 séries conjoncturelles. La revue comporte en cours d'année plusieurs suppléments : les notes de synthèse (Situation et perspectives de l'économie française) établies par le Service de la Conjoncture de l'I.N.S.E.E. ABONNEMENT 1 an, 11 numéros et suppléments : France 270 F étranger 310 F. CCP Paris 9064-64T Directeur de la publication : M. Edmond MALINVAUD, Directeur Général de l'I.N.S.E.E.*

La situation conjoncturelle de la France en février 1980 n'est pas fondamentalement différente de celle exposée dans la note présentée à la mi-décembre 1979 : la phase d'expansion entamée au printemps 1978 n'a pas encore atteint son terme, bien que les facteurs de déséquilibre se soient maintenus et même accentués ; la principale modification intervenue depuis trois mois est une nouvelle poussée des prix du pétrole et des matières premières ; il en résulte un redoublement des tensions inflationnistes, qui apparaissent aujourd'hui plus fortes qu'il n'avait été envisagé. Mais la situation de l'économie française n'en est pas sensiblement changée : les prévisions que l'on peut formuler restent de même nature, mais voient leur calendrier un peu modifié.

*Le Service de la Conjoncture de l'INSEE a décidé de donner à ses notes «Situation et Perspectives de l'Économie Française» un rythme trimestriel. Alterneront des notes détaillées (en avril et décembre) et des notes plus concises (en février et juillet) destinées à actualiser les synthèses précédentes.*

L'augmentation rapide du prix du pétrole depuis le début de 1979 (+ 118 % de décembre 1978 au 15 février 1980) représente pour les pays de la zone OCDE un surcoût annuel de l'ordre de 140 milliards de dollars, soit 2,2 % du PNB 1979 de la zone.

L'examen des principales économies occidentales montre qu'elles acquittent cette nouvelle facture pétrolière dans des situations conjoncturelles diverses — l'activité étant restée plus soutenue en Europe et au Japon qu'aux Etats-Unis — avec pour principal point commun : une forte inflation.

#### *De fortes tensions inflationnistes*

Comme le montre le tableau ci-dessous, l'accélération des hausses de prix a été générale et dans l'ensemble plus forte dans les autres pays de l'OCDE qu'en France : le glissement des prix à la consommation de nos six principaux partenaires — pondéré par leur part dans le commerce OCDE — est passé de 6,7 % en 1978 à 11,7 % en 1979, soit une augmentation de cinq points, contre deux en France (1). Cette évolution moyenne doit être précisée par la distinction de deux groupes de pays : ceux où l'accroissement des rythmes de prix a été modéré (Allemagne, Benelux, Japon) et ceux où — reflet des tensions internes — les rythmes de prix marquent une rupture avec leur tendance antérieure (Royaume-Uni, Italie, Etats-Unis).

La hausse des prix des produits importés a été le principal élément de l'accélération des coûts, compte tenu d'une modération des hausses des salaires ; la diffusion des hausses de coûts dans les prix des produits manufacturés a été généralement rapide.

#### *Prix à la consommation*

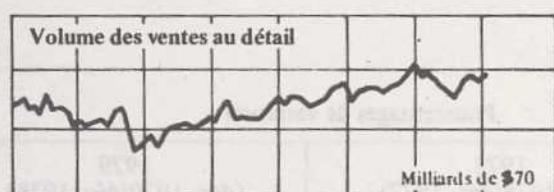
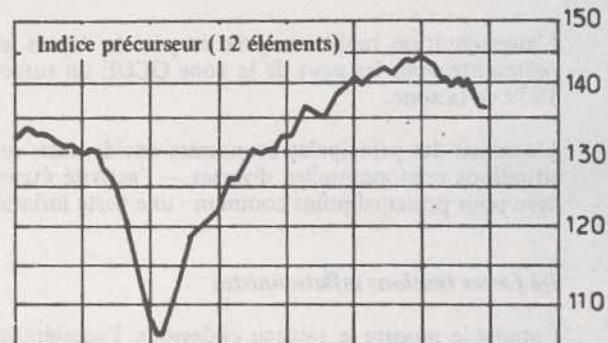
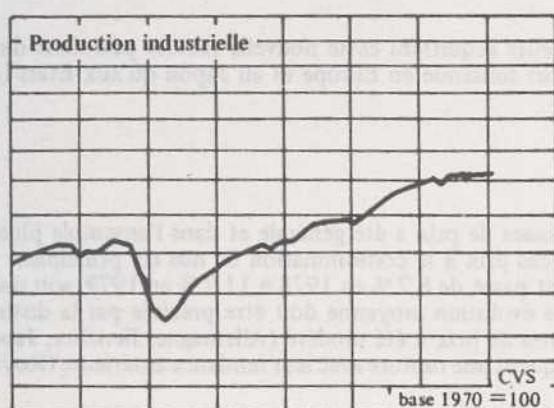
	Pourcentages de variation	
	1978 (déc. 1978/déc. 1977)	1979 (déc. 1979/déc. 1978)
Etats-Unis . . . . .	9,0	13,3
Royaume-Uni . . . . .	8,4	17,2
Allemagne . . . . .	2,4	5,4
Belgique . . . . .	3,9	5,1
Pays-Bas . . . . .	3,9	4,8
Italie . . . . .	11,8	19,8
Japon . . . . .	3,6	5,8
Suisse . . . . .	0,8	5,2
France . . . . .	9,7	11,8

Les informations les plus récentes — hausses des prix de gros aux Etats-Unis et au Japon, résultats des enquêtes auprès des chefs d'entreprise et des ménages dans les pays de la Communauté Européenne — traduisent le maintien d'un climat très inflationniste. Il paraît dans ces conditions probable que les augmentations de prix de nos partenaires resteront fortes jusqu'à l'été 1980, d'autant plus que les nouvelles hausses pétrolières enregistrées depuis décembre 1979 commencent à se répercuter et que, indexées avec retard sur les prix à la consommation, les augmentations nominales de salaires vont être plus élevées.

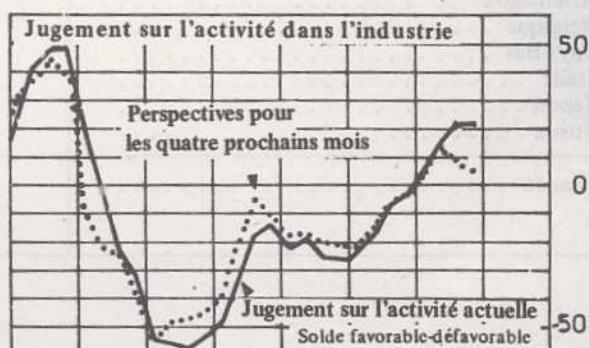
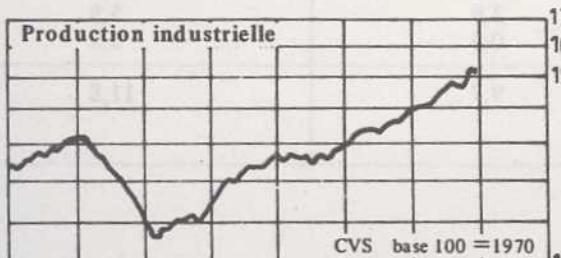
(1) Il faut cependant rappeler qu'en 1978 nos partenaires avaient connu un mouvement de désinflation auquel nous n'avions pas participé.

### GRAPHIQUE 1

#### ETATS-UNIS



#### JAPON



### *Une activité encore soutenue au 4ème trimestre 1979*

A l'exception des États-Unis où la production industrielle est restée stagnante tout au long de 1979 et où le PNB ne s'est accru qu'à un faible rythme – 2,3 % de croissance 1979/1978 malgré l'impulsion du développement rapide des ventes à l'étranger – l'activité de nos principaux partenaires est restée soutenue fin 1979 : au Japon, la production industrielle dépassait au 4ème trimestre de 9,5 % celle du trimestre correspondant de 1978 ; en Allemagne, la pause en fin d'année dans les industries de biens intermédiaires est intervenue après une phase de forte croissance de leur production (+ 8,5 % entre le 3ème trimestre 1978 et le 3ème trimestre 1979) et la production industrielle totale, soutenue par la demande d'investissement et l'activité de la construction, a progressé de 5,5 % du quatrième trimestre 1978 au 4ème trimestre 1979. En Italie, la production s'est rapidement redressée après les grèves de l'été ; seul le Royaume-Uni, où l'activité a été également perturbée par des mouvements sociaux, enregistre en fin d'année un niveau de production sensiblement inférieur à celui du premier semestre.

Ainsi, au total, la production de nos principaux partenaires s'est stabilisée à la fin de 1979 environ 4 % au-dessus du niveau atteint il y a un an.

### *Mais des perspectives de production moins favorables*

Dans les pays européens et au Japon, cependant, les perspectives de production formulées par les entrepreneurs ont fléchi en fin d'année, plus particulièrement en Allemagne où elles correspondent à une stabilisation de l'activité au cours des prochains mois. Elles restent cependant encore orientées à la hausse en Italie et au Japon. Aux Etats-Unis, le signe le plus net de dégradation des perspectives réside dans la baisse rapide des indicateurs de commandes.

### *Si la situation des entreprises reste assez bonne . . .*

Les évolutions comparées des coûts et des prix montrent qu'aux États-Unis, au Japon et en RFA, les conditions d'exploitation des entreprises ont continué de s'améliorer en 1979. Ces conditions favorables, parfois conjuguées avec des mesures publiques spécifiques (Japon) ont permis une forte croissance de l'investissement des entreprises privées dans les trois pays. Toutefois, pour 1980, les conditions d'emprunt plus difficiles ainsi que les perspectives de demande moins favorables pèsent sur les intentions d'investir.

### *Investissements de l'industrie privée (réalisations et perspectives)*

*Variation en % (Volume)*

	1978	1979	1980
États-Unis . . . . .	8	5	1
Japon . . . . .	7	17	7
RFA . . . . .	7	9	6
Royaume-Uni . . . . .	6	0	- 8
Italie . . . . .	- 4,5	3	0

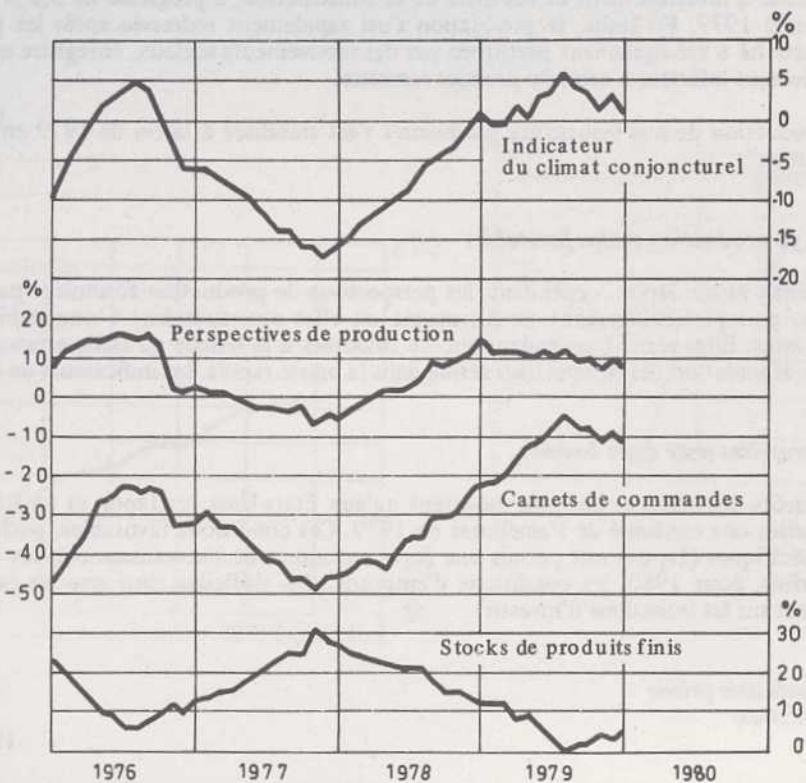
*Source : Estimations d'après enquêtes fin 1979.*

### *. . . celle des ménages se dégrade :*

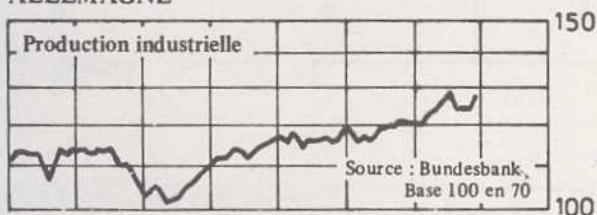
La ponction sur les revenus des pays industriels occasionnée par la hausse des prix pétroliers s'est, en 1979, exercée principalement aux dépens des revenus des ménages. L'exemple le plus net en est donné par les États-Unis où la hausse des prix à la consommation de 13,3 % a coïncidé avec une augmentation des revenus personnels de 11,6 % entraînant une baisse de 1,5 % du pouvoir d'achat entre décembre 1978 et décembre 1979. La consommation ne s'est maintenue qu'au prix d'une réduction exceptionnelle du taux d'épargne qui, avec 3,3 % au quatrième trimestre, est tombé à son niveau le plus bas depuis 29 ans ; dans la Communauté Européenne, les enquêtes effectuées auprès des ménages au 4ème trimestre 1979 ont montré que ceux-ci percevaient une dégradation de leur situation financière : de fait la progression du pouvoir d'achat n'a été substantielle qu'en Italie, où ont été enregistrées de fortes hausses de salaires.

Au premier semestre 1980, il est probable que les hausses de salaires, bien que nominalement plus fortes qu'en 1979, resteront modérées : les pouvoirs d'achat devraient peu augmenter ou même reculer dans plusieurs pays, notamment aux Etats-Unis où la hausse nominale des revenus devrait rester inférieure au taux d'inflation ; de même, au Japon, l'accroissement du pouvoir d'achat enregistré en 1979 grâce au retard des prix à la consommation sur les prix de gros devrait être amputé par la diffusion des hausses au stade des prix de détail.

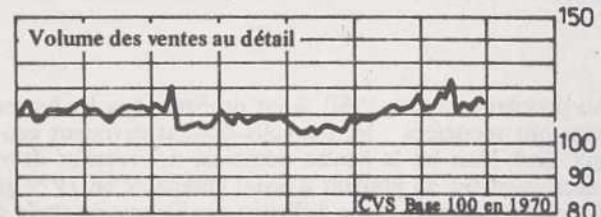
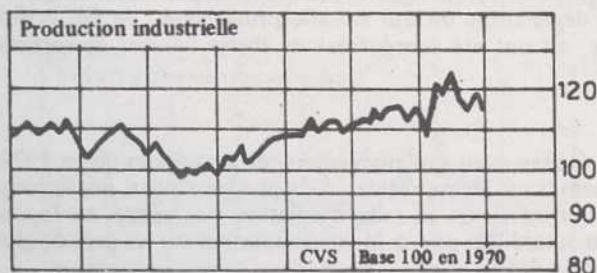
**GRAPHIQUE 2**  
**COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE**



**ALLEMAGNE**



**ROYAUME-UNI**



*Vers un ralentissement progressif de l'activité :*

La situation des revenus des ménages conduit à une inflexion de la croissance de la consommation au premier semestre 1980 ; on devrait même assister à une réduction de celle-ci aux États-Unis, où il est improbable que le taux d'épargne puisse encore baisser.

Qu'en attendre pour l'activité ? Il semble exclu dans l'immédiat qu'une réaction brutale des entreprises devant le fléchissement de la demande entraîne des enchaînements cumulatifs à la baisse : la situation financière des entreprises reste assez favorable et leurs stocks, bien que s'étant gonflés à la fin 1979 (notamment aux États-Unis, au Japon et en Allemagne) sont d'ampleur limitée. Mais on ne peut pas non plus envisager que le développement d'un comportement de fuite devant l'inflation entretienne longtemps la croissance, de sorte qu'un ralentissement de l'activité devient probable.

L'examen des politiques publiques conforte cette analyse : les politiques monétaires sont généralement restrictives ; elles sont accompagnées par des politiques budgétaires strictes (Japon, Royaume-Uni) ou neutres (RFA, États-Unis). Le caractère strict de ces politiques publiques a contenu à la fin 1979 les risques de fuite devant la monnaie ; mais jusqu'à présent il n'est pas d'une intensité telle qu'il puisse entraîner une récession. Il ne permet pas non plus d'envisager une décélération d'un rythme élevé des hausses de prix, du moins jusqu'à ce que le ralentissement de la demande mondiale agisse sur les cours des matières premières.

Tout ceci doit être nuancé suivant les pays : le ralentissement d'activité sera plus tardif en Europe et au Japon qu'aux États-Unis, où les conditions propres à déclencher une récession sont remplies depuis près d'un an. Par ailleurs, en Italie, le développement d'une spirale salaires-prix pourrait soutenir encore la consommation au prix d'une exacerbation des tensions inflationnistes.

## 1 – LES PRIX MONDIAUX DES MATERIES PREMIERES

Au premier semestre 1980 comme en 1979, le solde des échanges extérieurs de la France sera en grande partie déterminé par le coût des importations de matières premières et de l'énergie.

### *Des tensions persistantes sur le prix du pétrole...*

L'augmentation des prix du pétrole brut s'est poursuivie depuis l'automne en deux vagues de hausse ; la première en décembre 1979 au moment de la réunion de l'OPEP à Caracas, la deuxième fin janvier début février, à la suite d'un relèvement de tarif du brut saoudien. Ainsi le cours moyen (1) du baril de pétrole se situe-t-il à 28,6 dollars le 15 février, soit 118 % au-dessus de son niveau de décembre 1978.

De ce fait, la valeur moyenne de la tonne de pétrole importée – dont l'augmentation sensible à partir de mai 1979 avait rendu déficitaire notre solde extérieur – a atteint 708 F en décembre 1979 (contre 450 F un an plus tôt) et devrait se situer aux environs de 900 F au mois d'avril : c'est-à-dire qu'avec les hausses du cours du brut connues à ce jour, l'augmentation du prix de la tonne de pétrole importée au cours du premier semestre 1980 sera du même ordre (200 F contre 250 F) que celle enregistrée en 1979.

La demande mondiale de pétrole étant en train de flétrir – le stockage s'est déjà ralenti, la consommation devrait bientôt faire de même – le marché apparaît actuellement équilibré et pourrait même comporter prochainement un excès d'offre (2) qui limiterait pour les producteurs les possibilités d'imposer de nouvelles hausses importantes. Ainsi le cours du baril pourrait se stabiliser. L'examen du marché libre de Rotterdam conforte ce pronostic : pour l'arabe léger l'écart entre le cours sur ce marché et le court officiel, qui atteignait 15 dollars par baril en mai et en novembre, s'est réduit à 6 dollars par baril en février, en même temps que les quantités vendues sur ce marché diminuaient.

### *Les «prix du pétrole»*

	déc 1978	janv 1979	fév 1979	mars 1979	avril 1979	mai 1979	juin 1979	juil 1979	août 1979	sept 1979	oct 1979	nov 1979	déc 1979	janv 1980	fév 1980
Cours moyen du pétrole (1) (dollar par baril) . . . . .	13,1	13,8	13,9	13,9	16,2	16,9	19,2	20,5	20,5	20,5	20,7	25,0	25,3	27,9	28,6
Indice base 100 en déc. 1978 . . . . .	100	105,3	106,1	106,1	123,7	129,0	146,6	156,5	156,5	156,5	158,0	190,8	193,1	213,0	218,3
Cours moyen de la tonne de pétrole importée F/tonne (2) . .	450	441	451	464	485	530	566	567	636	664	685	679	708	794	

SOURCE : Petroleum Economist.

(1) Cours moyen conforme à la structure par origine de l'approvisionnement français en 1979 ; correspond aux prix en dollars au départ des pays producteurs.

Évaluation portant sur 13 pays d'origine (OPEP et Mer du Nord) soit 93 % des quantités importées en 1979.

(2) Prix relevés par les Douanes à l'arrivée dans les ports français.

### *... et une poussée des cours des matières premières industrielles*

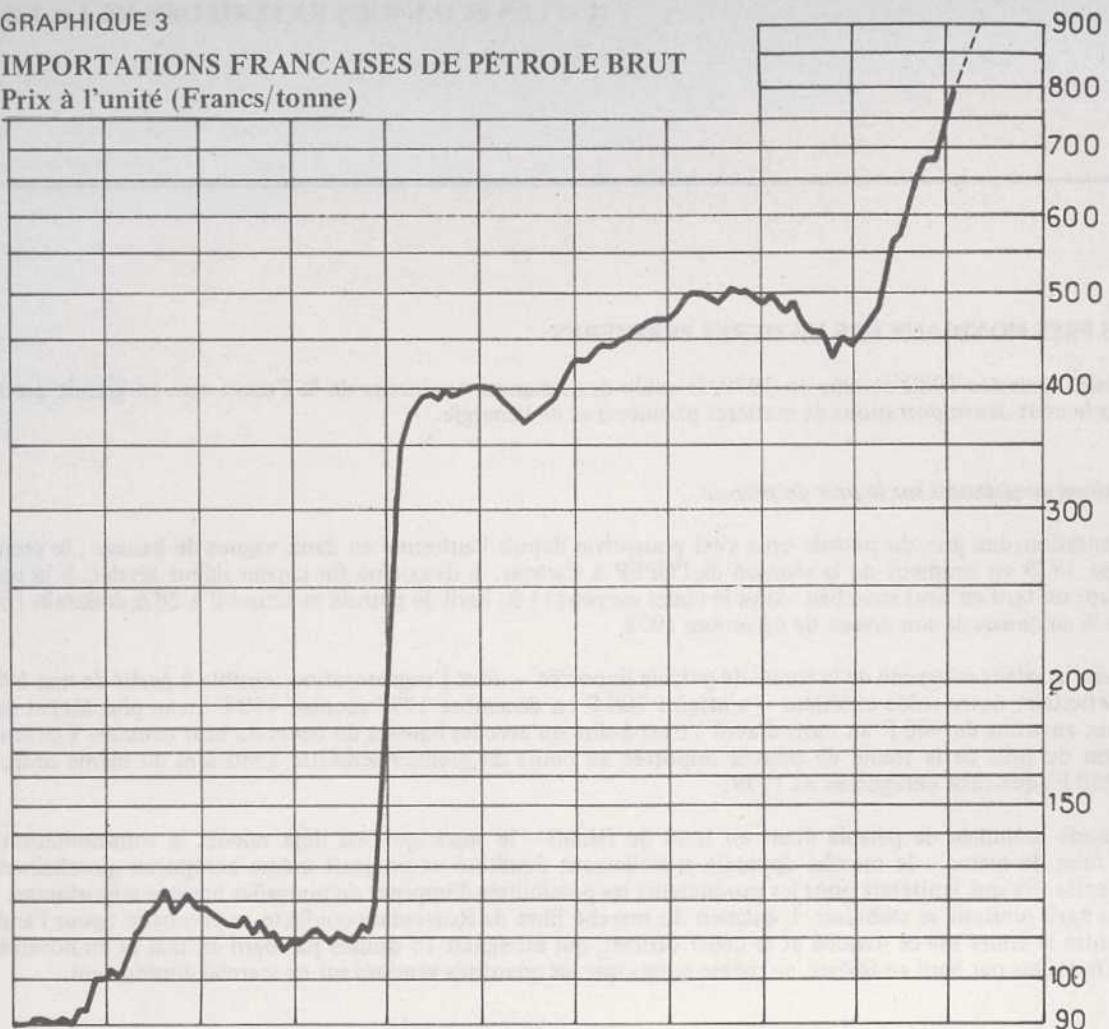
Les cours des matières premières industrielles progressaient à un rythme de l'ordre de 35 % l'an depuis la fin de 1978. Ils se sont fortement accélérés à partir de décembre 1979 ; cette accélération est largement due à l'argent (dont le cours a sextuplé depuis décembre 1978), mais également aux autres non ferreux. Y participent aussi le caoutchouc et les textiles dont les cours n'avaient que peu varié en 1979.

(1) Suivant la structure des approvisionnements de la France en 1979.

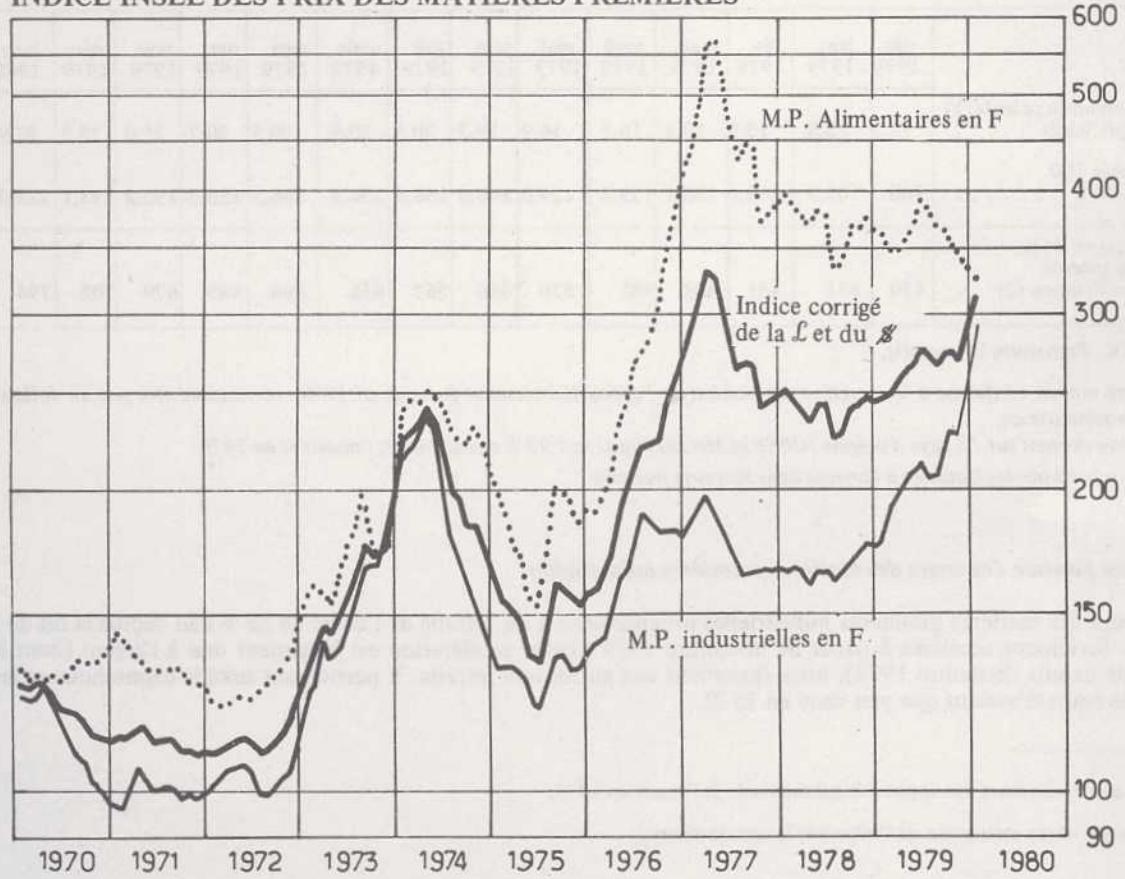
(2) A moins d'une restriction de l'offre par les producteurs.

GRAPHIQUE 3

**IMPORTATIONS FRANCAISES DE PÉTROLE BRUT**  
**Prix à l'unité (Francs/tonne)**



**INDICE INSEE DES PRIX DES MATERIES PREMIERES**



### *Les cours des matières premières*

	Variations en %		
	décembre 1979 novembre 1979	janvier 1980 décembre 1979	janvier 1980 janvier 1979
	+ 2,9	+ 8,5	+ 21,7
Indice général INSEE (1) . . . . .			
<i>dont :</i>			
M.P. industrielles . . . . .	+ 6,5	+ 21,1	+ 60,7
- non ferreux . . . . .	+ 9,1	+ 27,8	+ 88,6
- textiles . . . . .	+ 1,2	+ 5,2	+ 13,1
- caoutchouc . . . . .	+ 2,6	+ 13,0	+ 33,7
M.P. alimentaires . . . . .	- 1,2	- 6,9	- 12,4
- oléagineux . . . . .	- 3,0	- 0,3	- 15,0
- denrées . . . . .	+ 0,1	- 11,7	- 10,2
Indice INSEE en francs . . . . .	+ 2,4	+ 9,8	+ 24,0
<i>dont :</i>			
M.P. industrielles . . . . .	+ 6,3	+ 22,7	+ 67,0
M.P. alimentaires . . . . .	- 2,0	- 5,9	- 12,4

(1) basé sur les cotations exprimées en livres et dollars.

Plus qu'à la confrontation de l'offre à la demande industrielle classique, l'orientation actuelle des cours apparaît fortement liée à la constitution de stocks stratégiques ou à des comportements spéculatifs ; par ailleurs, la reprise de la hausse des prix des produits énergétiques en début d'année est un facteur non négligeable, pour certains produits de base, de la hausse des prix de revient que les producteurs s'efforcent de répercuter sur les prix de marché. Aussi l'impact du fléchissement de la demande industrielle sur les cours semble-t-il reporté au second semestre. L'examen du climat actuel des marchés conduit à prévoir le maintien au premier semestre du cours des matières premières industrielles à un niveau proche de celui actuellement atteint, soit en moyenne supérieur de 40 % à celui de 1979.

Contrairement à ceux des industrielles, les cours des matières premières alimentaires font preuve d'une grande modération : stabilisés depuis le début de 1978 — après être un peu retombés de leur envolée de 1976 — ils ont récemment fléchi par suite d'un repli des cours du café ; il ne semble pas qu'ils doivent présenter une tendance haussière marquée d'ici la mi-1980.

## 2 – UN COMMERCE MONDIAL MOINS PORTEUR

### *Volume des importations de biens*

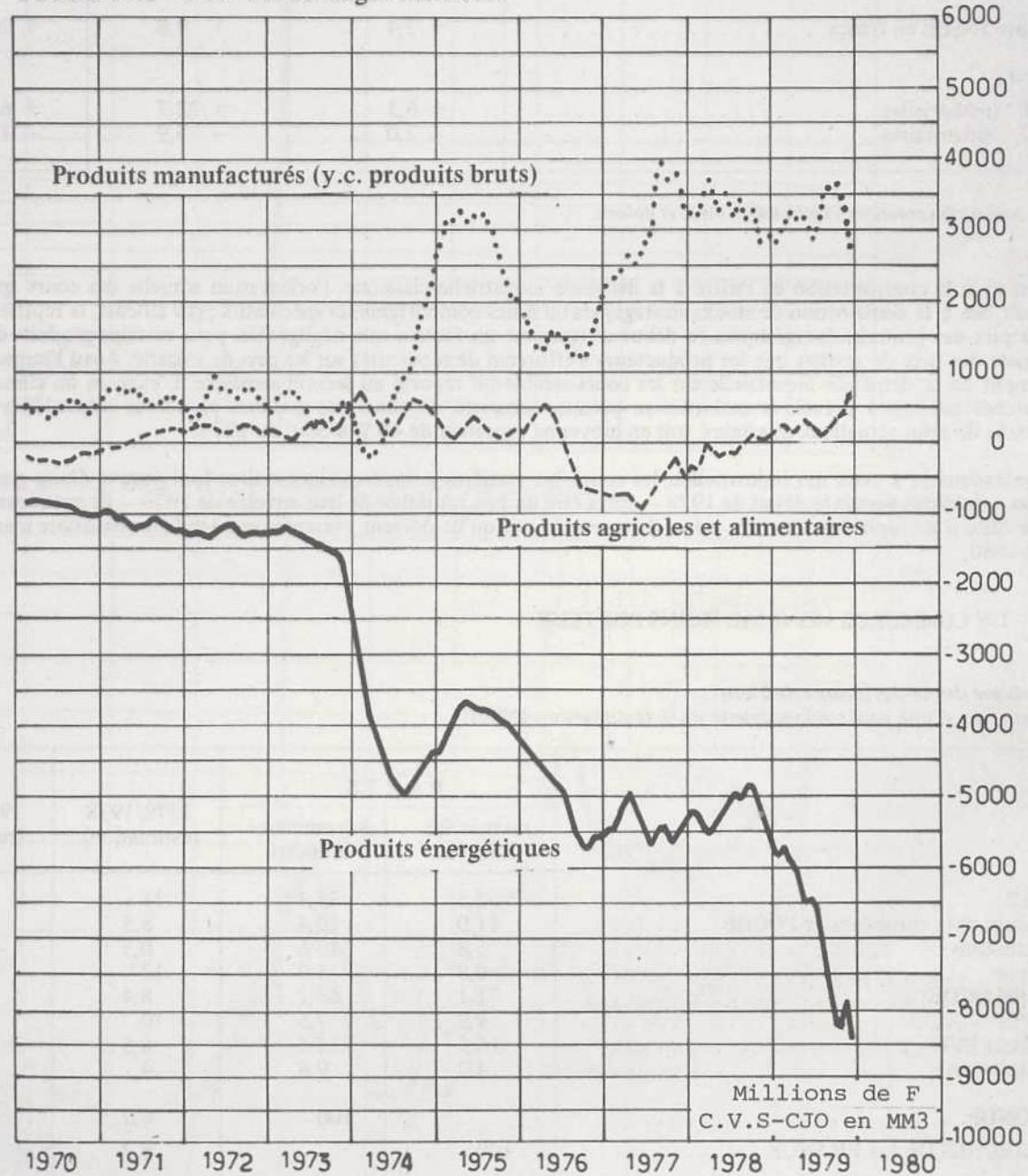
Variation d'une année à la suivante en % (estimations INSEE)

	P A R T S		1979/1978 (estimation)	1980/1979 (prévision)
	du marché français	du commerce mondial		
CEE . . . . .	52,5	33,4	11	2
Autres pays européens de l'OCDE . . . . .	11,0	10,4	8,5	2
États-Unis . . . . .	5,6	13,6	0,5	- 2
Japon . . . . .	0,8	5,9	12	1
Total OCDE . . . . .	71,1	68,2	8,4	1
OPEP . . . . .	9,2	7,5	- 10	25
Autres PVD . . . . .	15,5	14,5	6,5	3
Autres pays . . . . .	4,2	9,8	4	2
MONDE . . . . .		100	6,3	3,1
MARCHÉS DE LA FRANCE . . . . .	100		6,2	3,5

Avec le ralentissement de l'activité, les importations des pays développés, en forte progression jusqu'à l'été 1979, devraient se stabiliser en 1980 ; ainsi, compte tenu de l'affaiblissement des ressources disponibles du quart monde, le seul apport

GRAPHIQUE 4

SOLDE CAF - FOB des échanges extérieurs



positif à la progression du commerce mondial viendrait des pays de l'OPEP, par l'arrêt de la baisse ou le redémarrage des importations iraniennes et surtout par le début du recyclage des revenus supplémentaires accumulés depuis un an.

### 3 – LE COMMERCE EXTÉRIEUR

#### *Fléchissement des échanges en fin d'année, après une progression exceptionnelle*

Le volume des échanges, dont le développement rapide s'était accéléré à l'été, a légèrement diminué au quatrième trimestre (de 2 % pour les importations et de 1 % pour les exportations, par rapport au trimestre précédent). Ce fléchissement s'explique essentiellement, pour les exportations, par un repli de nos ventes de produits industriels, notamment de biens d'équipement et d'automobiles, après leur pointe du troisième trimestre. Pour les importations, le fléchissement est général, particulièrement pour les achats de pétrole, après une phase de restockage ; cette réduction relative de la part de nos importations de produits énergétiques a contribué en fin d'année au léger redressement des termes de l'échange et du solde extérieur. Malgré le repli terminal, 1979 apparaît comme une année de développement exceptionnel des échanges extérieurs : progression de 9,0 % pour les volumes importés et de 9,6 % pour les volumes exportés (du 4ème trimestre 1978 au 4ème trimestre 1979).

#### *Un déficit 1979 modéré*

La balance commerciale FOB–FOB de la France, qui était excédentaire de 2,2 milliards de Francs en 1978, a été déficitaire de 10,1 milliards de Francs en 1979. Le taux de couverture passe ainsi d'une année sur l'autre de 100,5 à 97,4. Cette dégradation du taux de couverture et du solde peut paraître modérée au regard des 20 milliards de supplément sur la facture énergétique que nous ont imposées les hausses des produits pétroliers survenues tout au long de l'année. La moitié du surcoût pétrolier a été épousée grâce à la vive croissance du volume de nos ventes, en particulier de nos ventes agro-alimentaires, ce qui a permis d'enrayer la dégradation du taux de couverture en volume observée en 1978 : le taux de couverture en volume est resté stable du début à la fin de 1979. On peut également souligner que l'amélioration fin 1979 des termes de l'échange pour les produits manufacturés a limité la dégradation des termes de l'échange global, qui se situent fin 1979 à leur niveau du début 1978.

#### *Soldes annuels par catégorie de biens*

(milliards de F)

	Année 1978	Année 1979 (résultats provisoires)	Variations 1978-1979
Solde agro-alimentaires (CAF–FOB) . . . . .	– 1,7	+ 3,3	+ 5,0
Solde énergétique (CAF–FOB) . . . . .	– 62,3	– 82,6	– 20,3
Solde industriel (CAF–FOB) . . . . .	+ 40,3	+ 42,4	+ 2,1
TOTAL (CAF–FOB) . . . . .	– 23,7	– 36,9	– 13,2
Matériel militaire (1) . . . . .	9,1	11,1	+ 0,9
Solde global FOB–FOB . . . . .	+ 2,5	– 10,1	– 12,6

(1) Avec la nouvelle définition plus restrictive du matériel militaire.

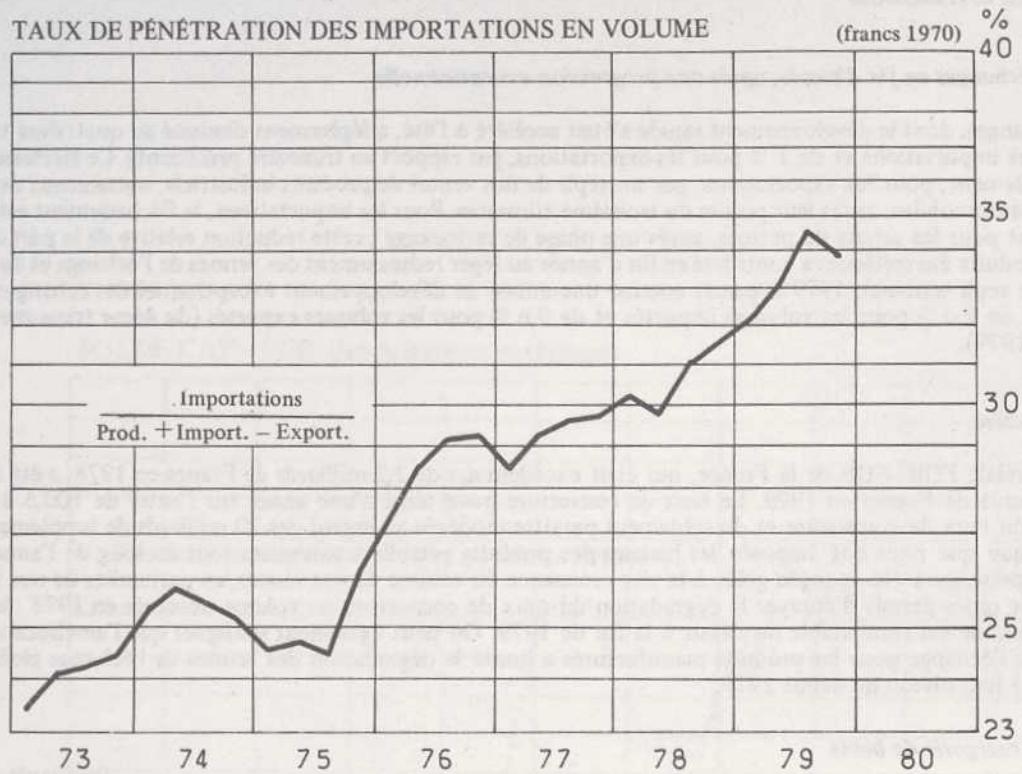
L'examen détaillé des échanges de l'année passée suscite trois autres remarques :

- tout d'abord, ce déficit a été concentré sur le deuxième semestre, les échanges du premier ayant été équilibrés ;
- en second lieu, la croissance des exportations industrielles françaises (+ 9,6 %), supérieure à celle de la demande mondiale (6 %) a représenté des gains de parts de marché ; mais ceux-ci ont été effectués pour partie grâce à de très fortes ventes de biens d'équipement (matériel naval et aéronautique) hors de l'OCDE, sur la base de contrats passés en 1978 ou même antérieurement : il n'est pas assuré que ces volumes de ventes puissent être maintenus ; car si on se réfère aux contrats passés au cours des dernières années, le début de l'année 1980 devrait être une période de retour à un niveau plus modéré de ces exportations exceptionnelles ;
- enfin, l'augmentation rapide (1) des importations de biens de consommation courante – pour lesquels notre solde extérieur est devenu négatif en 1979 – et de biens d'équipement correspond à une pénétration accélérée du marché intérieur par les produits étrangers et traduit une baisse de notre compétitivité.

(1) +11,1 % pour les biens de consommation courante et +18,2 % pour les biens d'équipement professionnels (glissement des volumes importés du 4ème trimestre 1978 au 4ème trimestre 1979).

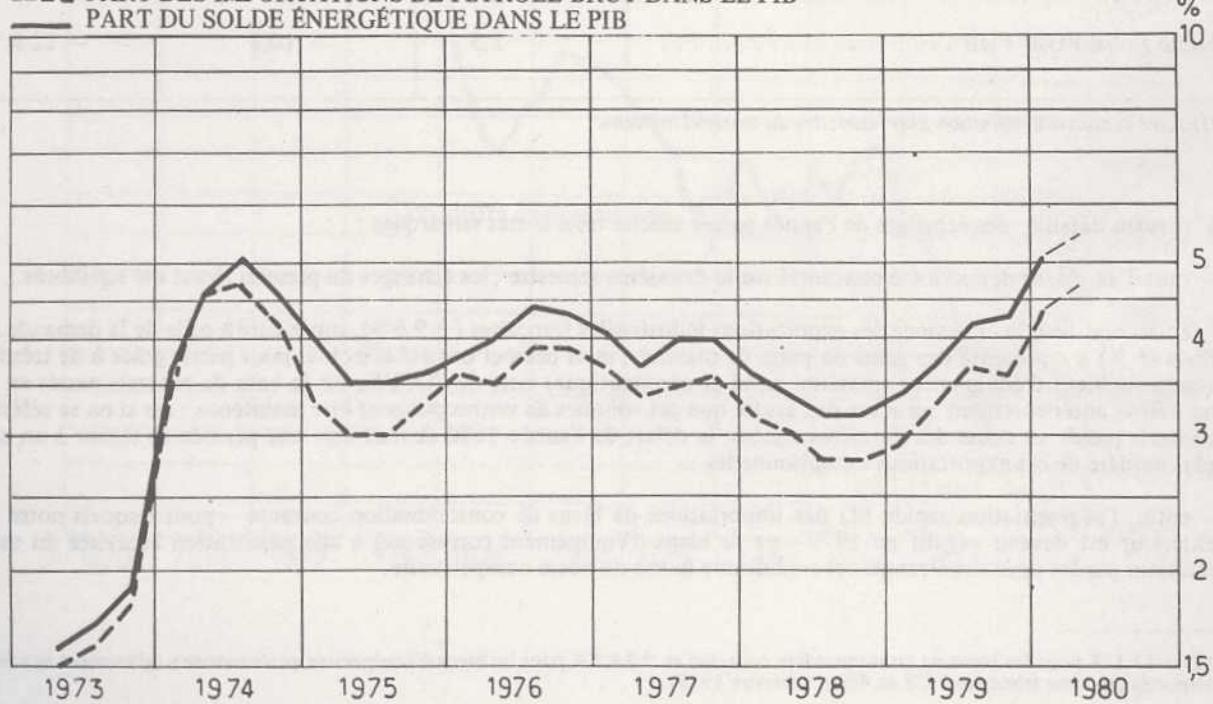
GRAPHIQUE 5

PRODUITS INDUSTRIELS (champ FIFI)



GRAPHIQUE 6

— PART DES IMPORTATIONS DE PÉTROLE BRUT DANS LE PIB  
— PART DU SOLDE ÉNERGÉTIQUE DANS LE PIB



### *Une accentuation du déficit commercial au premier semestre ...*

Le prix moyen de la tonne de pétrole importé augmentera de 30 % entre décembre 1979 et avril 1980, en raison des hausses décidées depuis novembre. Cette augmentation ainsi que la poussée des cours des matières premières industrielles vont se traduire dans les premiers mois de 1980 par une accélération de la croissance des prix de nos importations ; à elle seule, la facture énergétique va rapidement se situer autour de 10 milliards de francs par mois et représenter plus de 5 % du PIB (contre 4,4 % en 1974 et 3,3 % en 1978).

L'évolution attendue de nos exportations ne semble pas de nature à compenser ce surcoût : avec le retour à un niveau plus modéré des exportations exceptionnelles de biens d'équipement, le volume de nos exportations industrielles devrait s'infléchir sur les premiers mois de l'année, puis augmenter très faiblement, l'amoindrissement de notre compétitivité nous limitant à suivre une demande mondiale désormais en croissance lente. La principale incertitude concerne les importations de produits industriels ; le plus probable est qu'elles suivront, en accord avec l'activité intérieure, un profil déclinant.

Sous l'hypothèse précédente, on peut prévoir que le taux de couverture du commerce extérieur, qui avait amorcé un redressement en fin d'année, va redescendre jusqu'à l'été en dessous de 95.

### *... qui annulera l'excédent de la balance des transactions courantes :*

La balance des transactions courantes a dégagé sur l'année 1979 un excédent estimé à 10 milliards de francs. Ce résultat satisfaisant doit beaucoup aux recettes réalisées sur les échanges de services. Grâce à la progression de la coopération technique, la balance des invisibles devrait compenser au 1er semestre 1980 la moitié du déficit commercial.

### *Ensemble des produits*

base 1978 = 100

	1978				1979				1979 moyenne
	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim	
Taux de couverture en volume ..	101,4	100,0	99,8	98,6	98,4	98,1	98,2	99,2	98,5
Termes de l'échange .....	97,8	99,7	101,0	101,4	102,4	100,4	97,7	97,2	99,4
Taux de couverture en valeur ..	99,3	94,8	101,0	100	100,6	98,5	95,9	96,4	97,9

### *Produits manufacturés*

base 1978 = 100

	1978				1979				1979 moyenne
	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim	
Taux de couverture en volume ..	101,7	100,8	100,2	97,5	96,2	96,5	96,8	94,0	95,9
Termes de l'échange .....	99,0	99,9	100,7	100,3	101,6	101,0	101,2	102,5	101,6
Taux de couverture en valeur ..	100,7	100,7	100,9	97,8	97,9	97,4	98,0	96,4	97,4

### *Évolution des importations de pétrole brut*

	1977	1978	1979	1979/1978 en %
Quantités (millions de tonnes) ..	118,3	116,4	125,8	+ 8,1 %
Valeurs (millions de F) .....	58,1	53,9	71,8	+ 33,2 %
Prix à la tonne .....	492	463	571	+ 23,3 %

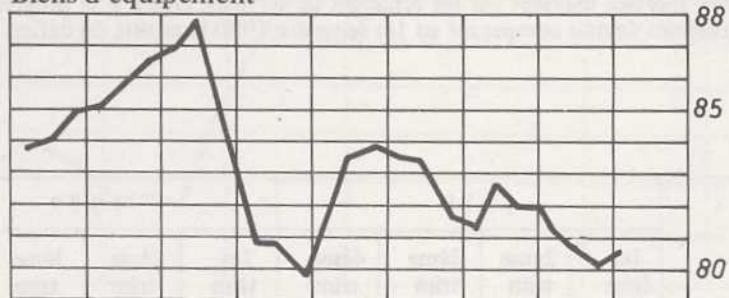
GRAPHIQUE 7

TAUX D'UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION

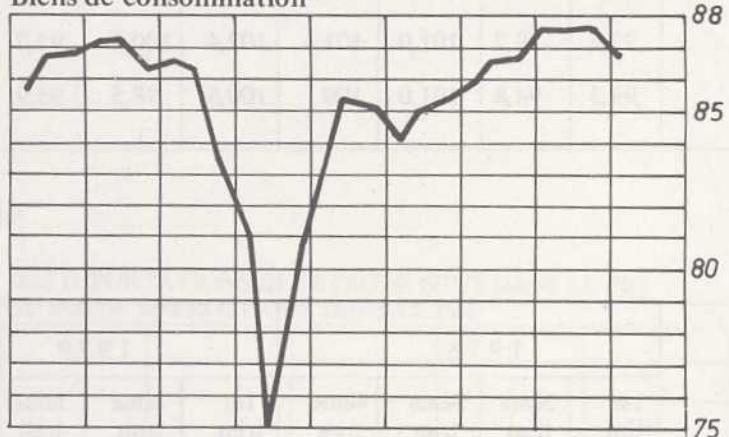
Ensemble



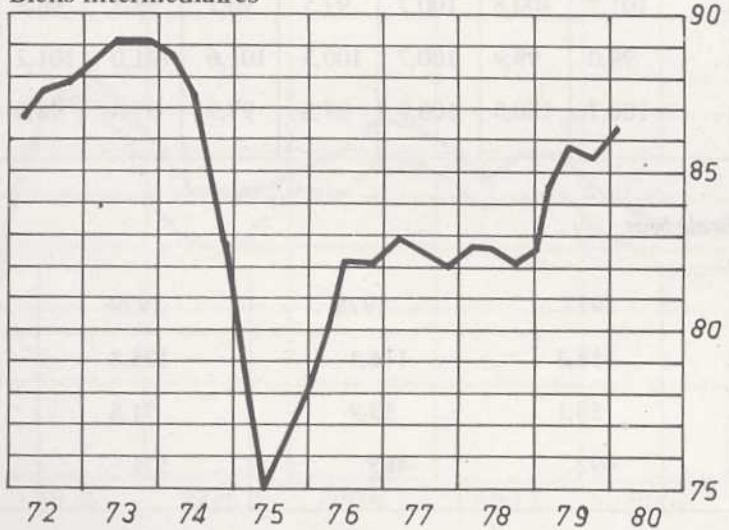
Biens d'équipement



Biens de consommation



Biens intermédiaires



*La phase d'expansion amorcée au début de 1978 s'est poursuivie jusqu'à la fin de 1979, mais a maintenant atteint son sommet*

Cette phase a conduit la production industrielle, par une progression de près de 10 % en deux ans, à dépasser largement les niveaux atteints au précédent pic de la fin 1976, où la reprise s'était limitée à ramener la production d'ensemble à son niveau du premier semestre 1974 ; elle a permis la résorption de l'essentiel des déséquilibres hérités de la première crise pétrolière, par un retour à un taux d'utilisation normal des capacités de production et à des carnets de commandes convenablement garnis ; un autre effet notable est la restauration des résultats d'exploitation des entreprises industrielles.

#### *Production industrielle (hors énergie)*

	1970 = 100							
	1978				1979			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Indice de la p.i hors énergie (moyenne trimestrielle des indices mensuels) . . . . .	127	129	130	133	129	132(1)	138	136

(1) En raison de grèves, la production sidérurgique a été réduite de 20 % en avril-mai ; une correction de cet effet porte l'indice du deuxième trimestre à 133.

L'expansion récente ne s'est pas faite sans quelques à-coups. Sur l'année 1979 on observe un repli au premier trimestre, puis une pointe exceptionnelle au troisième, avant une stabilisation au quatrième trimestre. Ces à-coups sont attribuables aux irrégularités du commerce extérieur, aux difficultés des commerçants à adapter leur approvisionnement à une consommation médiocre, au profil heurté de l'investissement, aux répercussions sur les anticipations des agents économiques des événements extérieurs : les industriels, s'appuyant sur la fermeté de la demande, ont maintenu leurs perspectives de production en hausse, mais leurs appréciations sur l'évolution économique générale sont passées par des phases de pessimisme. D'après les derniers comptes trimestriels, l'augmentation du PIB marchand a été en moyenne annuelle de 3,8 % en 1979 (dont 4,0 % du PIB industriel).

L'activité s'est maintenue à un niveau élevé jusqu'en février 1980 mais plusieurs signes précurseurs d'un retournement sont apparus au cours des derniers mois. La demande reçue par l'industrie, dont l'intensité avait été maximale au milieu de l'année dernière, s'est infléchie par la suite : la composante étrangère a faibli la première et le plus nettement ; le marché intérieur des biens de consommation tend également à se ralentir depuis l'automne malgré la bonne tenue des ventes des commerçants. L'accroissement du volume des stocks de produits finis (5,9 semaines de production en janvier contre 5,6 en octobre) et surtout le dégonflement rapide des carnets de commandes observé en ce début d'année dans plusieurs branches montrent que la production est désormais supérieure à la demande. Ce désajustement peut durer quelques mois compte tenu du niveau encore élevé des carnets et de l'incitation au stockage que constitue la perspective d'une accélération de l'inflation : ainsi les stocks de produits finis sont encore jugés proches de la normale malgré leur accroissement récent. Mais cette situation cessera lorsque les anticipations inflationnistes se retourneront ou que le dégonflement des carnets apparaîtra excessif.

#### I – LES BIENS DE CONSOMMATION

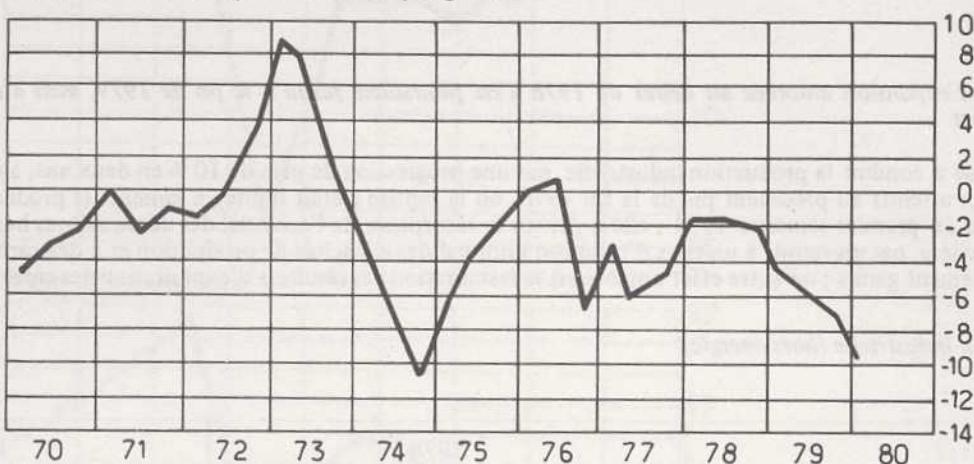
##### *Faiblesse des revenus et progression peu soutenue de la consommation*

La légère réduction du pouvoir d'achat du salaire net et la forte progression de celui des revenus sociaux (ces derniers ont augmenté en valeur de 17 %) ont conduit le pouvoir d'achat des revenus salariaux et sociaux à faiblement augmenter (1,9 %) en 1979 ; cette progression a été concentrée sur le deuxième semestre :

### GRAPHIQUE 8

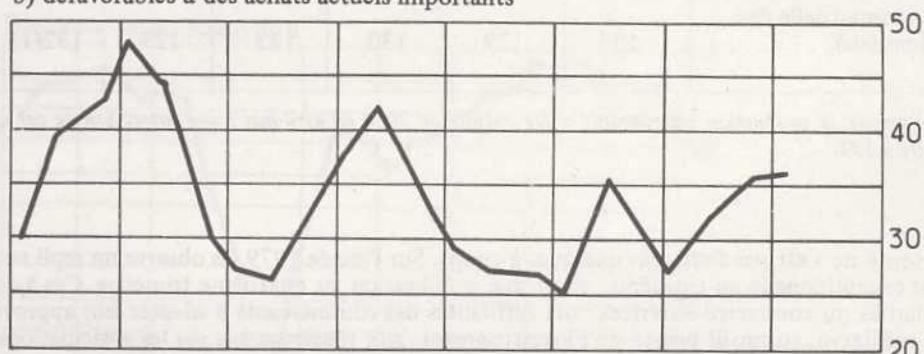
#### INDICE DE PERCEPTION DE LA SITUATION FINANCIERE PASSÉE

Différence (a-b) entre les proportions des ménages déclarant que depuis six mois leur situation s'est : a) améliorée et b) dégradée



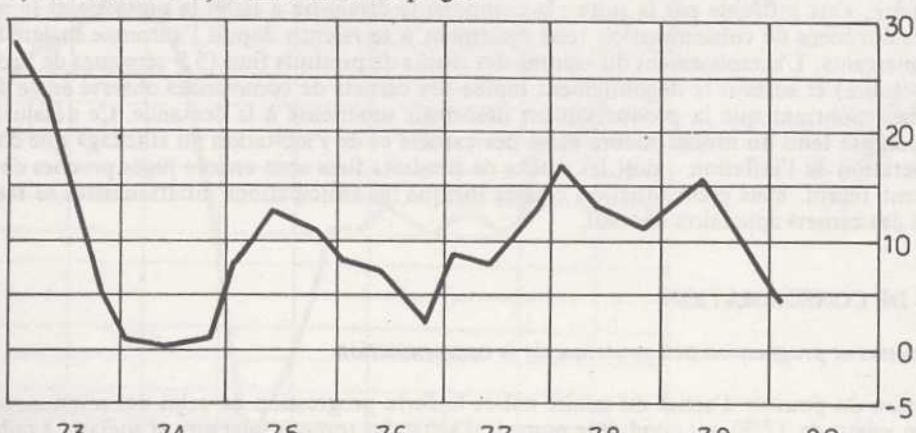
#### OPPORTUNITÉ DE FAIRE DES ACHATS IMPORTANTS

Différence (a-b) entre les proportions des ménages : a) favorables,  
b) défavorables à des achats actuels importants



#### OPPORTUNITÉ D'ÉPARGNER

Différence (a-b) entre les proportions des ménages déclarant qu'il est actuellement :  
a) raisonnable et b) déraisonnable d'épargner



Source : Enquête de conjoncture auprès des ménages

*Evolution du pouvoir d'achat et de la consommation*

Variation trimestrielle en %	1978				1979				Glisse- ment en 1979
	I	II	III	IV	I	II	III	IV (2)	
Pouvoir d'achat des salaires nets.	1,4	- 0,1	1,2	0,6	- 1,3	- 0,1	- 0,1	0,3	- 1,2
Pouvoir d'achat des revenus salariaux et sociaux . . . . .	1,5	1,0	1,1	0,9	- 0,4	0	1,1	1,2	1,9
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut . . . . .	1,8	0,9	1,1	0,6	0,3	0,1	0,9	0,1	1,4
Consommation totale . . . . .	1,2	1,9	- 0,6	1,9	0,5	0,3	0,5	1,9	3,2
<i>dont :</i>									
Produits industriels (31,6) (1)	- 0,6	4,0	- 1,0	1,4	- 0,4	0,1	0,4	1,6	1,7
- biens durables (8,6) . . . . .	- 1,5	10,2	- 3,0	- 1,2	- 0,1	2,1	2,5	- 0,6	3,9
- textiles cuir (8,5) . . . . .	2,7	- 0,2	- 1,6	3,3	- 0,4	- 0,2	- 2,1	2,2	- 0,5
Energie (8,5) . . . . .	7,5	0,0	- 8,0	11,4	1,3	- 2,7	- 3,9	7,8	2,5
Services (37,8) . . . . .	1,5	1,6	0,8	1,3	0,9	1,6	1,5	1,2	5,1
Alimentation (22,1) . . . . .	1,3	0,3	0,0	0,6	0,8	0	0,2	1,3	2,3

(1) Les chiffres entre parenthèses donnent les pourcentages dans la consommation totale des ménages en 1978.

(2) Estimations

Conséquence de l'évolution des revenus, la croissance de la consommation a été très limitée pendant les trois premiers trimestres de 1979 et ne s'est redressée qu'en fin d'année ; le regain du quatrième trimestre reflète l'amélioration au deuxième semestre du pouvoir d'achat mais aussi un comportement de fuite devant la monnaie, dont le signe le plus évident a été la forte poussée de la demande de logements (Cf. partie BTP). Les résultats de l'enquête de conjoncture auprès des ménages réalisée en janvier 1980 confirment l'existence d'un tel comportement : les ménages, qui n'ont jamais été aussi nombreux depuis 1974 à trouver que leur situation financière s'est dégradée, sont très sensibles à l'augmentation des prix et considèrent qu'il est opportun de faire des achats importants et très peu opportun d'épargner. Un soutien à la consommation a été apporté par le développement rapide des crédits aux particuliers :

*Crédits aux particuliers (crédits bancaires et non bancaires)  
(corrigés des variations saisonnières)*

	Encours déc. 78 (1)	Variation en 1978 Déc. 78/Déc. 77	Variation en 1979 Déc. 79/Déc. 78(2)
Crédits à la consommation . . . . .	39,67	+ 13,5 %	+ 36 %
Crédits à l'habitat . . . . .	362,01	+ 16,8 %	+ 25 %
dont crédits bancaires . . . . .	225,36	+ 17 %	(+ 25 %)
Total . . . . .	401,68	+ 16,5 %	+ 26 %

(1) en milliards de francs

(2) Estimations

La croissance de la consommation a entraîné une réduction du taux d'épargne particulièrement sensible à partir de l'été : sur l'année 1979, le taux d'épargne s'est situé à 17,2 % (contre 18,2 % en 1978), mais il a baissé jusqu'à 16,5 % au quatrième trimestre ; le niveau atteint en fin d'année est l'un des plus bas enregistrés depuis cinq ans. Corrélativement, on a observé dès le début du second semestre un net infléchissement du développement des liquidités détenues par les ménages (leur rythme de progression revenant à 11 % l'an contre 16 % l'an au premier) ; il s'est traduit par une stabilisation des dépôts à vue et un ralentissement de la croissance des placements liquides et à court terme, qui résulte de la sensible décélération des dépôts en caisses d'épargne, alors qu'au contraire la progression des avoirs quasi-monétaires s'est renforcée.

*Liquidités détenues par les ménages  
(corrigées des variations saisonnières)*

	Déc. 1978 milliards de F	Variation en 1978 Déc. 78/Déc. 77	Variation en 1979 (estimations) Déc. 79/Déc. 78
Ensemble des liquidités . . . . .	1 285,9	+ 14,7 %	+ 13,5 %
<i>dont dépôts à vue . . . . .</i>	256,9	+ 14,8 %	+ 10,5 %
<i>placements liquides . . . . .</i>	903,0	+ 15,6 %	+ 14 %

*Distribution : des stocks importants*

Malgré une opinion pessimiste sur l'évolution future des affaires, les commerçants ont conservé jusqu'à l'automne un approvisionnement important ; de ce fait leurs stocks se sont alourdis, à partir de la mi-79 dans le commerce de détail, un peu plus tardivement dans le commerce de gros, plus particulièrement chez les grossistes en biens de consommation. Ce comportement d'approvisionnement est sans doute à relier à l'augmentation régulière des anticipations de prix des détaillants ; il a été facilité par les conditions de la distribution des crédits bancaires restées relativement favorables jusqu'à l'automne.

La demande transmise à l'industrie ne progresse plus depuis la rentrée et la pointe de consommation de fin d'année a été très probablement satisfaite par prélèvement sur les stocks importants du commerce ; les immatriculations d'automobiles oscillent maintenant entre 150 000 et 160 000 véhicules par mois alors qu'elles se situaient à 170 000 unités par mois au premier semestre 1979 ; quant à la demande étrangère, elle fléchit depuis l'été.

*Une production stabilisée en fin d'année*

Aussi dans l'ensemble la production — stabilisée dans l'automobile et l'équipement ménager, en réduction dans le textile, en légère croissance dans l'ameublement — ne progresse-t-elle plus ; néanmoins les stocks de produits finis s'alourdissent, notamment dans l'automobile, où leur formation est favorisée par la modification de la structure de la demande. Pour le premier semestre 1980, les industriels s'accordent à prévoir une contraction des marchés étrangers. D'autre part, l'accélération des prix va peser sur le pouvoir d'achat ; il n'est pas sûr pour autant que les ménages réduisent immédiatement leur consommation : une nouvelle baisse du taux d'épargne peut se produire ; mais compte tenu de l'importance des stocks dans le commerce, la demande d'origine intérieure transmise à l'industrie ne croîtrait que très faiblement. Aussi l'activité dans les industries de biens de consommation semble devoir s'inscrire sur une pente légèrement déclinante jusqu'à l'été.

*Production des biens de consommation*

Indice mensuel de la production industrielle «biens de consommation» (moyenne trimestrielles) . . . . .	1978				1979				1970 = 100
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	
	139	142	146	148	147	149	153	149	

## II – LES BIENS D'EQUIPEMENT

*Une demande d'investissement forte au second semestre ...*

Reproduisant en 1979 le profil de l'année précédente, l'investissement, qui avait marqué un repli à l'hiver, s'est développé de façon régulière au second semestre 1979 par une progression soutenue dans l'industrie et le bâtiment, avec une extension en fin d'année au tertiaire et à l'agriculture. Au total, l'investissement productif a augmenté d'environ 3,5 % en 1979 ; on doit cette croissance surtout à l'effort des entreprises nationales (augmentation de 9 %), les progressions enregistrées dans le privé (2 % pour l'industrie) étant plus modestes.

L'augmentation des investissements privés en 1979 s'explique par le fait que trois conditions de leur développement étaient réalisées : le retour à une utilisation normale des capacités de production, l'amélioration des résultats d'exploitation et l'existence d'anticipations de croissance de la demande. Au premier semestre 1980, la réalisation des deux dernières conditions devient incertaine ; cependant les dernières années ont montré qu'une amélioration du taux d'autofinancement avait des effets positifs retardés sur l'investissement pendant un ou deux trimestres, aussi l'investissement privé ne devrait-il pas diminuer à très court terme. Toutefois l'évolution récente des importations de biens d'équipement semble montrer que sa progression a cessé.

#### *... mais une production globalement stagnante*

L'amélioration de l'investissement est peu sensible au niveau des indicateurs de production (1) de biens d'équipement : malgré un redressement au quatrième trimestre, le taux d'utilisation des capacités dans les industries de ce secteur a dans l'ensemble diminué en 1979 : depuis 1976, les fluctuations de la production, qui reproduisent de façon amortie — grâce au jeu des stocks — celles de la demande, se déroulent autour d'une tendance de faible croissance dont le rythme est de l'ordre de 1,5 % par an.

La divergence avec la tendance plus soutenue de la demande s'explique par l'accroissement, rapide depuis deux ans, du taux de pénétration des biens d'équipement étrangers pour lesquels les importations ont progressé de 18 % au cours de l'année 1979 ; ainsi, malgré l'augmentation des exportations (+ 14 % en 1979) le commerce extérieur de biens d'équipement a exercé un effet comptablement négatif sur la production nationale.

Un élément positif de l'évolution récente des industries de biens d'équipement est constitué par le regonflement des carnets de commandes à l'automne 1979. Il s'est interrompu, mais les niveaux atteints laissent penser que le niveau de la production peut se maintenir au premier semestre.

#### *Volume des carnets de commandes*

Industries de biens d'équipement	mars 78	juin 78	oct. 78	janv. 79	mars 79	juin 79	oct. 79	janv. 80
Carnets de commandes exprimés en semaines de production ...	27,4	29,8	31,5	31,6	31,8	31,2	32,7	32,6

Une caractéristique persistante des biens d'équipement est le maintien d'une grande disparité entre les situations des différentes branches, bien que l'amélioration de la demande ait été assez générale : expansion dans l'aéronautique (grâce à la vigueur de la demande étrangère) ainsi que dans l'informatique, malgré un léger tassement en fin d'année ; croissance plus lente mais régulière dans la construction électronique et la mécanique de précision ; retour à la progression de l'activité dans la construction électrique après une baisse sensible au début 1979 ; stagnation dans la construction de machines, où les carnets de commandes ne se regarnissent que très lentement ; récession dans la construction navale. Ces disparités, déterminées par le caractère porteur des marchés et par la compétitivité de nos productions, n'ont que peu de chance de se résorber à court terme.

### III – LES BIENS INTERMEDIAIRES

#### *Une croissance très forte :*

#### *Production des biens intermédiaires*

1970 = 100

	1978				1979				79/78
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	
Indice de la p.i. (moyenne trimestrielle des indices mensuels) . . . . .	116	119	119	120	120	123	131	128	+ 6 %

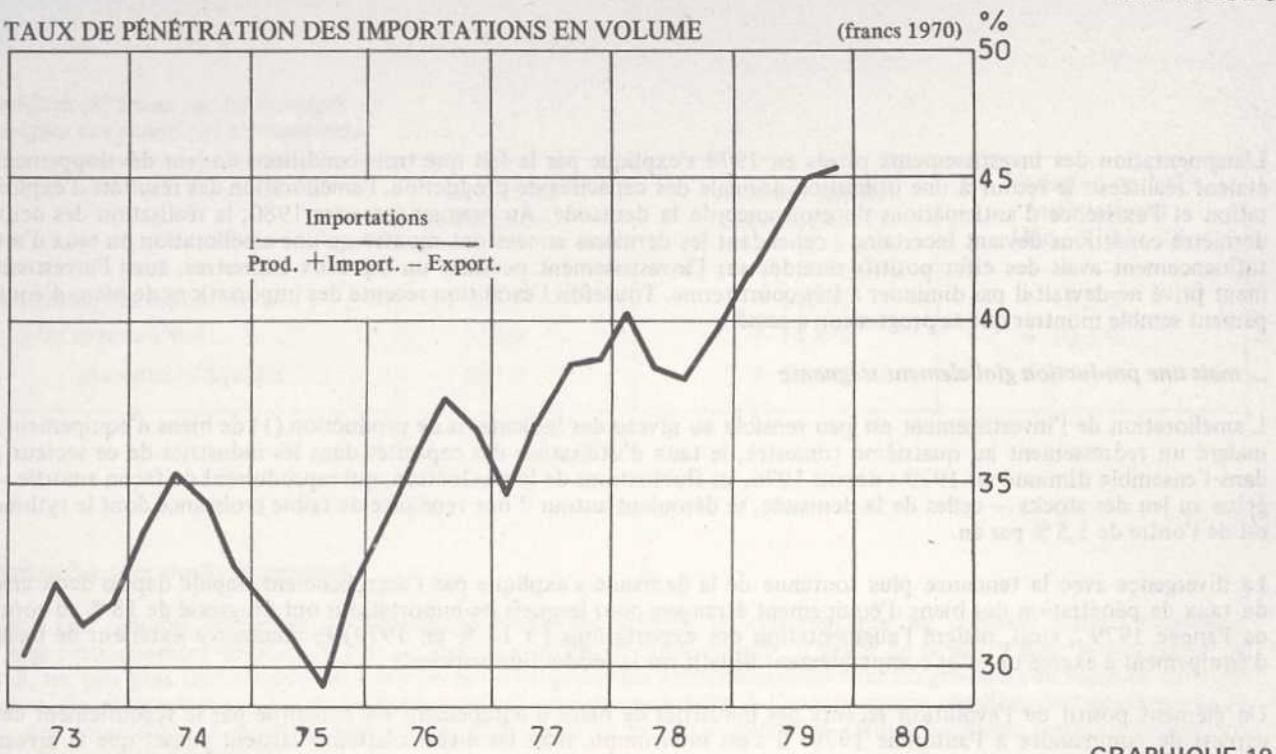
(1) Il s'agit ici de la production prise au sens de l'activité des entreprises et non de la livraison de biens d'équipement, retracée par l'indice de la production industrielle.

## BIENS D'ÉQUIPEMENT PROFESSIONNEL

### TAUX DE PÉNÉTRATION DES IMPORTATIONS EN VOLUME

(francs 1970) %

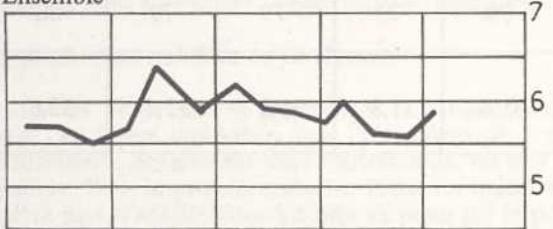
GRAPHIQUE 9



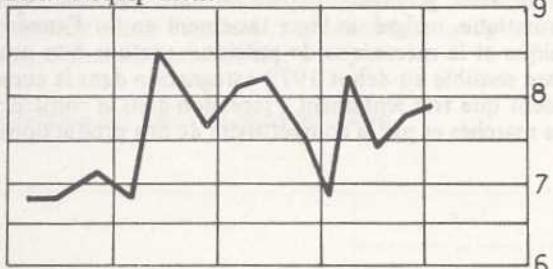
GRAPHIQUE 10

### PRODUITS FINIS STOCKS EN SEMAINES DE PRODUCTION

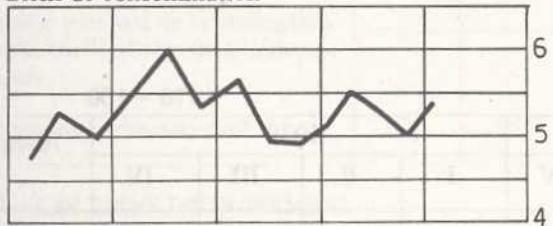
Ensemble



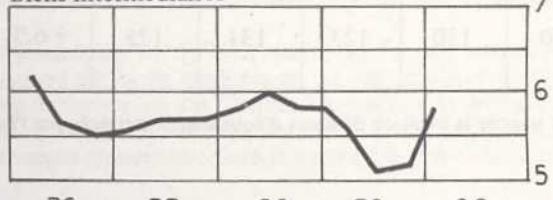
Biens d'équipement



Biens de consommation

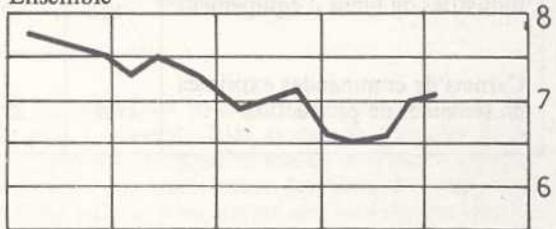


Biens intermédiaires

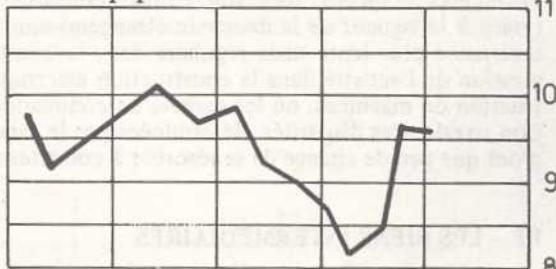


### MATIERES PREMIERES ET DEMI-PRODUITS STOCKS EN SEMAINES D'UTILISATION

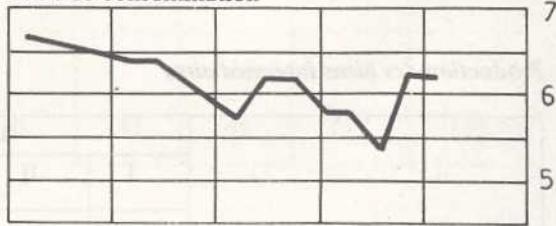
Ensemble



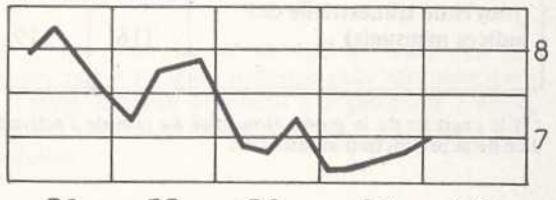
Biens d'équipement



Biens de consommation



Biens intermédiaires



*Un regonflement des stocks :*

	Equilibre ressources – emplois des biens intermédiaires (indices de volume – base 100 en 1978)							
	1978				1979			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Production .....	98,2	101,1	99,2	101,5	101,3	102,2	106,9	107,7
Importations .....	96,1	99,0	100,6	104,4	107,2	110,1	117,1	115,2
RESSOURCES .....	97,6	100,5	99,6	102,3	102,7	103,9	108,9	109,1
Consommations intermédiaires	98,3	100,1	99,7	101,9	101,3	101,7	105,1	106,0
Exportations .....	94,8	98,3	103,6	103,3	106,1	109,7	114,4	110,3
EMPLOIS HORS STOCKS ..	97,4	99,7	100,6	102,3	102,3	102,9	106,4	106,4
Variations de stocks (en pourcentage des ressources) .....	1,2	1,7	- 0,1	0,9	1,3	1,8	3,3	3,4

Le développement de l'activité dans les biens intermédiaires en 1979 a été pour une part assuré par un stockage des utilisateurs : alors qu'en 1978 les emplois hors stocks avaient augmenté parallèlement aux ressources, ils ont par la suite progressé nettement moins vite que ces dernières, ainsi que l'indique le tableau ci-dessus.

Ce mouvement de stockage peut-il se poursuivre et maintenir une demande dont deux composantes – la demande d'exportations et la demande de consommation intermédiaire des industries de biens de consommation – fléchissent ? L'accélération récente des prix des matières premières incite à le penser, mais le fait que les stocks soient déjà excessifs dans le commerce de gros et en passe de le devenir, au rythme actuel, dans l'industrie, semble montrer que le mouvement approche de son terme.

Les industries de biens intermédiaires ont été les principales bénéficiaires de la phase d'expansion des deux dernières années, qui leur a permis de retrouver – et même légèrement dépasser – les niveaux de production de 1974, ainsi qu'un taux normal d'utilisation des capacités de production. Dans l'ensemble la croissance de la production entre *le premier trimestre 1978 et le quatrième trimestre 1979* est de l'ordre de 10 % : elle recouvre des évolutions divergentes suivant les secteurs : progression très soutenue dans la chimie et le verre, croissance dans la sidérurgie (où la bonne tenue de l'activité au second semestre 1979 reflète le rattrapage des grèves du printemps), redressement en fin d'année dans les matériaux de construction, dont les évolutions peuvent être rapprochées de celles du bâtiment.

Au début 1980, la demande adressée aux industries de biens intermédiaires reste, malgré un fléchissement de sa composante étrangère, sur une tendance croissance ; mais les carnets de commandes des industriels n'augmentent plus, tandis que leurs stocks de produits finis s'alourdissent : le rythme de progression de la demande est maintenant inférieur à celui de la production.

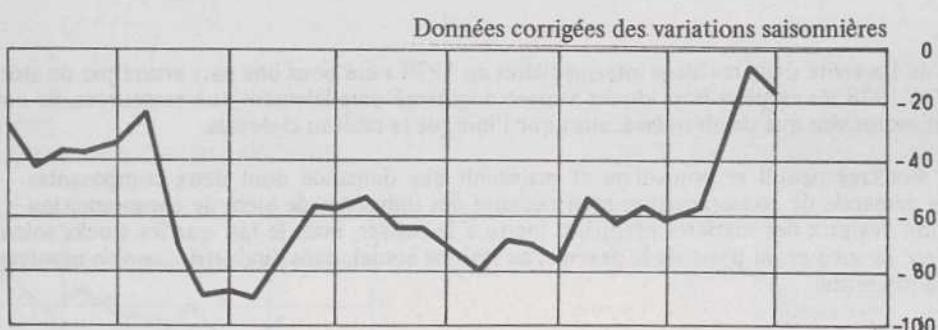
#### IV – LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

La situation conjoncturelle du BTP s'est améliorée depuis le printemps 1979 ; le signe le plus net en a été la progression de la demande : celle des administrations a été soutenue, comme la demande d'investissement des entreprises (et en particulier des entreprises publiques) ; mais le plus remarquable a été la poussée de la demande de logements neufs des ménages, favorisée par les conditions de distribution des crédits bancaires et soutenue par des motivations spéculatives ; il en est résulté une diminution rapide du stock de logements invendus, stock qui apparaît très faible début 1980 (surtout en région Ile de France), une vive accélération des prix et un redressement des perspectives de mise en chantier des promoteurs privés.

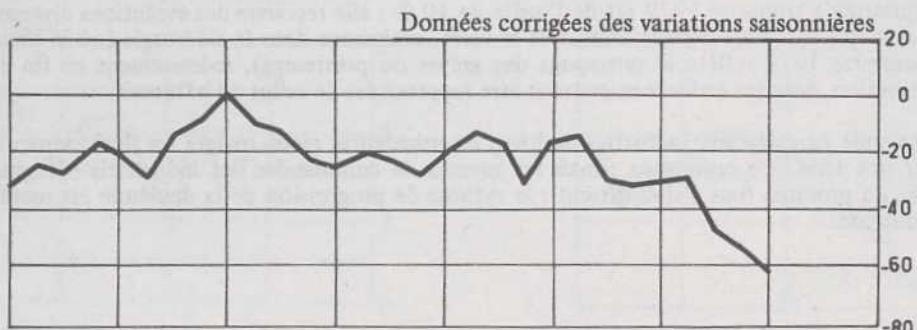
Aussi, dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics, l'activité est restée soutenue jusqu'au début 1980. Toutefois, si la demande d'investissement peut se maintenir jusqu'à l'été, il est probable que celle de logements neufs va baisser, les possibilités des candidats à l'acquisition étant limitées par le niveau maintenant élevé des taux d'intérêt et l'augmentation du pourcentage d'encadrement des prêts complémentaires épargne-logement, ainsi que des prêts conventionnés. La réduction des carnets de commandes, déjà amorcée, devrait se poursuivre ; comme le prévoient les entrepreneurs, l'activité va se ralentir.

GRAPHIQUE 11

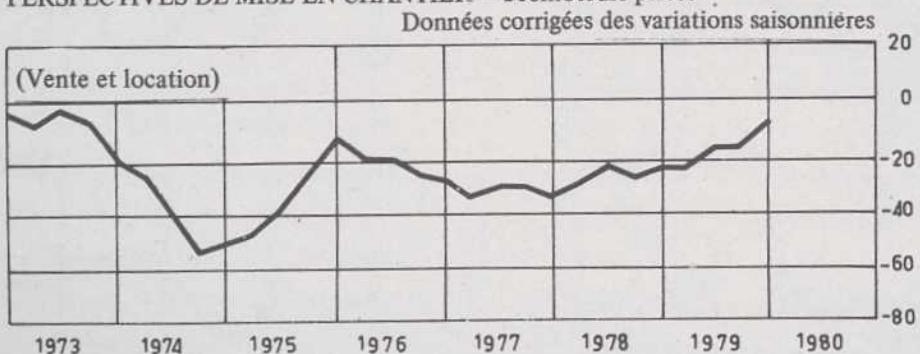
DEMANDE DE LOGEMENTS NEUFS A ACHETER – Promoteurs privés



STOCK DE LOGEMENTS INVENDUS – Promoteurs privés



PERSPECTIVES DE MISE EN CHANTIER – Promoteurs privés



Source : Enquête trimestrielle dans la construction immobilière